

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2014 B 03615

Numéro SIREN : 804 776 797

Nom ou dénomination : POIETIS

Ce dépôt a été enregistré le 09/07/2021 sous le numéro de dépôt 20659

POIETIS

Société par actions simplifiée

Au capital de 25.050 euros

Siège social : 27, allée Charles Darwin - 33600 PESSAC

848 414 132 RCS BORDEAUX

Comptes annuels de l'exercice clos
le 31 décembre 2020 certifiés
conformes et approuvés par
l'assemblée générale ordinaire et
extraordinaire du 30 juin 2021

A handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned below the text of the annual accounts.

POIETIS

Actif		Exercice au 31/12/2020			Exercice précédent
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au 31/12/2019
Capital souscrit non appelé					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement			
		Frais de développement	2 537 360	959 120	1 578 239
		Concessions, brevets et droits similaires	535 554	119 459	416 095
		Fonds commercial (1)			
		Autres immobilisations incorporelles			
		Immobilisations incorporelles en cours	1 304 354		1 304 354
		Avances et acomptes			
		TOTAL	4 377 268	1 078 579	3 298 688
	Immobilisations corporelles	Terrains			
		Constructions			
		Inst. techniques, mat. out. industriels	1 161 735	831 397	330 338
		Autres immobilisations corporelles	163 537	92 023	71 514
		Immobilisations en cours			
		Avances et acomptes			
		TOTAL	1 325 273	923 420	401 853
	Immobilisations financières	Participations évaluées par équivalence			
		Autres participations			
		Créances rattachées à des participations			
		Titres immob. de l'activité de portefeuille			
		Autres titres immobilisés			
		Prêts			
		Autres immobilisations financières	60 837		60 837
		TOTAL	60 837	60 837	44 230
Total de l'actif immobilisé		5 763 379	2 002 000	3 761 379	3 484 506
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements	63 593		63 593
		En cours de production de biens			
		En cours de production de services			
		Produits intermédiaires et finis			
		Marchandises			
		TOTAL	63 593		63 593
		Avances et acomptes versés sur commandes			
	Créances	Clients et comptes rattachés	56 033		56 033
		Autres créances	1 167 781		1 167 781
		Capital souscrit et appelé, non versé			
		TOTAL	1 223 815		1 223 815
	Divers	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)			
		Instruments de trésorerie			
		Disponibilités	329 129		329 129
		TOTAL	329 129		329 129
Charges constatées d'avance		67 646		67 646	78 190
Total de l'actif circulant		1 684 184		1 684 184	1 041 456
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des emprunts					
Écarts de conversion actif					
TOTAL DE L'ACTIF		7 447 563	2 002 000	5 445 563	4 525 962
Renvois :		(1) Dont droit au bail			
		(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières			
		(3) Dont créances à plus d'un an (brut)			
Clause de réserve de propriété		Immobilisations	Stocks	Créances clients	



Bilan passif

POIETIS

Passif		Au 31/12/2020	Exercice précédent
Capitaux propres	Capital (dont versé : 25 025)	25 025	25 025
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		3 867 472
	Ecart de réévaluation		
	Ecart d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-540 049	-2 669 111
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	-2 049 478	-1 738 410
	Situation nette avant répartition	-2 564 503	-515 024
	Subvention d'investissement	1 008 360	799 209
	Provisions réglementées		
Total		-1 556 142	284 185
Provisions	Titres participatifs		
	Avances conditionnées	888 395	721 600
Total		888 395	721 600
Dettes	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total			
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles	1 021 458	174 500
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 079 471	955 296
	Emprunts et dettes financières divers (3)	25 104	394 374
	Total	3 126 034	1 524 171
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 253 028	643 567
	Dettes fiscales et sociales	542 005	402 978
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	180 000	
Produits constatés d'avance	Autres dettes	54 963	340 000
	Instruments de trésorerie		
Total		2 029 997	1 386 546
Total des dettes et des produits constatés d'avance		6 113 310	3 520 177
Écarts de conversion passif			
TOTAL DU PASSIF		5 445 563	4 525 962
Cred	Credit-bail Immobilier		
	Credit-bail mobilier	92 899	
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	2 087 863	911 998
	à moins d'un an	4 025 447	2 608 179
Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
(3) dont emprunts participatifs		24 420	34 061

POIETIS

Périodes 01/01/2019 31/12/2019 Durées 12 mois
01/01/2020 31/12/2020 12 mois

		France	Exportation	Total	Exercice précédent
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				35
	Production vendue : - Biens				2 064
	- Services	218 396	2 900	221 296	307 662
	Chiffre d'affaires net	218 396	2 900	221 296	309 761
	Production stockée			895 582	1 054 830
	production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme			198 773	96 726
	Subventions d'exploitation			35 435	41 126
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				744
	Autres produits				
	Total			1 351 086	1 503 189
Charges d'exploitation (2)	Marchandises Achat			385	
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements Achat			70 202	149 534
	Variation de stocks			15 745	1 163
	Autres achats et charges externes (3)			1 194 083	1 012 976
	Impôts, taxes et versements assimilés			28 544	18 950
	Salaires et traitements			1 332 169	1 344 330
	Charges sociales			310 800	288 917
	Dotations - sur immobilisations amortissements			768 414	514 630
	d'exploitation - sur actif circulant provisions				
	Autres charges			434 775	136 389
	Total			4 155 121	3 466 893
	Résultat d'exploitation		A	-2 804 035	-1 963 703
Opér. commun	Bénéfice attribué ou perte transférée		B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		C		
Produits financiers	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			-854	1 361
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			-854	1 361
Charges financières	Dotations financières aux amortissements et provisions				
	Intérêts et charges assimilées (5)			56 416	27 358
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			56 416	27 358
	Résultat financier		D	-57 270	-25 997
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)		E	-2 861 306	-1 989 701



Compte de résultat

POIETIS

Périodes 01/01/2019 31/12/2019 Durées 12 mois
01/01/2020 31/12/2020 12 mois

		Total	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	207 643	154 165
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total	207 643	154 165
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 650
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total		2 650
Résultat exceptionnel		F 207 643	151 515
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H -604 184	-99 775
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		-2 049 478	-1 738 410
Renvois			
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier		
	- redevances de crédit-bail immobilier	60 568	56 316
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		



SAS POIETIS

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2020

Table des matières

1	Faits caractéristiques de l'exercice et événements postérieurs	3
1.1	Événements principaux	3
1.2	Faits postérieurs à l'exercice	3
2	Principes, règles et méthodes comptables	4
2.1	Actif immobilisé	4
2.2	Stocks	5
2.3	Subventions d'investissements	6
2.4	Subventions d'exploitation	6
3	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	7
3.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
3.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
3.2.1	Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.	9
3.3	Actif circulant	9
3.3.1	État des stocks	9
3.3.2	Produits à recevoir	10
3.3.3	Charges constatées d'avance	10
3.4	Capitaux propres	10
3.4.1	Variation des capitaux propres	10
3.4.2	Subventions d'investissement	11
3.5	Passifs et provisions	11
3.5.1	Charges à payer	11
3.5.2	Produits constatés d'avance	12
3.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	13
3.7	Compte de résultat	15
3.7.1	Ventilation du chiffre d'affaires	15
3.7.2	Honoraires du commissaire aux comptes	15
4	Informations relatives à la fiscalité	16
4.1	Informations relatives au régime fiscal	16
4.2	Crédit d'impôt recherche	16
4.3	Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	16
5	Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	17
5.1	Engagements relatifs aux obligations convertibles	17
5.1.1	Amortissement normal	17
5.1.2	Prime de non conversion	17
5.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	18
5.3	Engagements financiers donnés et reçus	19
5.3.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	19



6	Autres informations diverses	20
6.1	Effectif moyen	20
6.2	Rémunération des dirigeants	20
6.3	Emission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)	20
6.4	Tableau des flux de trésorerie	21

1 Faits caractéristiques de l'exercice et événements postérieurs

1.1 Evénements principaux

L'année 2020 a été marquée par le développement d'une crise sanitaire mondiale sans précédent, issue de la pandémie liée au virus « Covid-19 ».

La promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constitue un événement majeur. La société a été contrainte de cesser partiellement son activité pendant le premier confinement.

Dans ce contexte, elle a mis en œuvre les différentes mesures mises à disposition sur le plan réglementaire et financier afin de poursuivre son activité.

Elle a notamment bénéficié :

- du déblocage de prêts garantis par l'Etat à hauteur de 750 000 € ;
- de l'aide d'urgence débloquée par la Région pour 100 000 € ;
- du dispositif d'activité partielle mis en place dès la mi-mars ;
- du report d'échéances sociales, d'emprunt, de crédits-bails et de loyers immobiliers.

Eu égard aux mesures prises et à la poursuite de l'activité durant la période de confinement, l'entreprise estime que cette période a pu être traversée sans affecter de façon significative la structure financière et sans remettre en cause la poursuite de son exploitation. Par ailleurs, la société prévoit une levée de fonds d'ici la fin de l'année 2021. Dans ces conditions, le prévisionnel de trésorerie de la société montre que la poursuite de son activité n'est pas remise en cause.

1.2 Faits postérieurs à l'exercice

Sur décision de l'assemblée générale du 29 mars 2021, la société a émis un emprunt obligataire de 1 096 K€ par la création de 261 OBSA.

Le 1^{er} avril 2021, le Président, sur délégation de compétences accordée par l'assemblée générale du 28 septembre 2020, a procédé à l'émission de 2 500 OCA2020 soit un montant total de 250 000 €.

2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.1 Actif immobilisé

2.1.1 Immobilisations Incorporelles et corporelles

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

2.1.2 Immobilisations incorporelles - Brevets

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des brevets est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les brevets acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les brevets développés par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production incluant principalement les frais de dépôt jusqu'à la date de délivrance. Au-delà de celle-ci, les frais de maintenance sont inscrits en charges de l'exercice.

2.1.3 Frais de développement

Conformément à la méthode de référence, sont inscrits à l'actif les frais de développement qui se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale, et qui respectent les critères suivants :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La capacité de l'immobilisation incorporelle à générer des avantages économiques futurs probables ;

- La disponibilité de ressources techniques et financières appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

2.1.4 Modes et durées d'amortissements

Les modes et durées d'amortissements se présentent comme suit.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Frais de développement	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	1 an
Brevets	Linéaire	5 à 20 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Installations générales	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 ans

2.1.5 Dépréciations de l'actif immobilisé

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement ;
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles.

Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

2.2 Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient correspondant au prix d'achat et aux frais accessoires d'achat.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Méthode de dépréciation utilisée : une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est inférieure à la valeur brute déterminée.

2.3 Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont enregistrées dans les capitaux propres au compte 131800. La subvention est ainsi comptabilisée au débit du compte 441 ou d'un compte financier par le crédit du compte 131.

L'entreprise ayant choisi d'échelonner sur plusieurs exercices une subvention finançant une immobilisation amortissable, la reprise de la subvention d'investissement s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

2.4 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées dès qu'elles sont octroyées. Elles sont enregistrées au crédit du compte 74 « Subventions d'exploitation » par le débit du compte de tiers ou de trésorerie intéressé. Celles-ci sont ensuite neutralisées (tout au partie) en « Produits constatés d'avance » pour être reconnues à fonction du pourcentage de financement des dépenses réellement engagées.

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 État de l'actif immobilisé (brut)

	Immobilisations	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorporelles	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	2 537 360	-	-	2 537 360
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	929 857	910 052	-	1 839 909
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencts et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 043 107	118 629	-	1 161 736
	Installations générales, agencements, aménagements divers	85 355	-	-	85 355
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	78 183	-	-	78 183
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL III	1 206 644	118 629	-	1 325 274
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	44 231	20 734	4 128	60 837
	TOTAL IV	44 231	20 734	4 128	60 837
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	4 718 092	1 049 416	4 128	5 763 379

3.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		451 649	507 472	-	959 121
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		93 156	26 303	-	119 459
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. Générales, agencements et aménagements des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	623 118	208 279	-	831 397
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	15 226	8 693	-	23 919
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	50 436	17 668	-	68 104
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		688 781	234 639	-	923 420
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)		1 233 585	768 415	-	2 002 000

3.2.1 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.

3.2.1.1 Frais de développement

Projets faisant l'objet de frais de développement	Montant à l'origine	Amortissement	Date de début d'amortissement	Valeur comptable nette au 31/12/2020
Frais de développement divers projets	2 537 360 €	5 ans	01/01/2018	1 578 239 €

3.2.1.2 Frais de développement en cours

Les frais de développement inscrits à l'actif se présentent comme suit :

Projets	Coûts au 1/1/2020	Coûts engagés en 2020	Total 31/12/2020
Frais de développement en cours	408 772 €	895 582 €	1 304 354 €

3.3 Actif circulant

3.3.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	63 593		63 593
TOTAL	63 593		63 593

3.3.2 Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	-
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	10 500
Personnel	-
Sécurité sociale	-
Etat	113 469
TOTAL	123 969

3.3.3 Charges constatées d'avance

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	67 646		

3.4 Capitaux propres

3.4.1 Variation des capitaux propres

Libellés	N-1	+	-	N
Capital	25 025	-	-	25 025
Réserves, primes et écarts	3 867 473	-	3 867 473	0
Report à nouveau	-2 669 112	3 867 473	1 738 410	- 540 049
Résultat	-1 738 410	- 2 049 478	- 1 738 410	- 2 049 478
Subventions d'investissement	799 209	209 151		1 008 360
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	284 185	2 027 146	3 867 473	- 1 556 142

3.4.2 Subventions d'investissement

Organisme	Projets subventionnés	Montant	Amortissement		
			Mode	Date de début	Durée
ANR (APHP)	Recherche Hospitalo-Universitaire Projet iLite	275 775	Linéaire	01/01/2018	5 ans
BPI France	Concours Mondial de l'Innovation phase 2 Projet Ibioprint	888 395	Linéaire	01/01/2018	5 ans
BPI France	Programme d'Investissement d'Avenir Projet PBT	250 000	Linéaire	NA	5 ans

3.5 Passifs et provisions

3.5.1 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	63 780
Charges sociales provisionnées	14 649
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	19 647
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	371
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	789 262
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	88 861
Autres charges sociales	29 460
Autres charges fiscales	2 431
Divers	-
TOTAL	1 008 461

3.5.2 Produits constatés d'avance

Libellé	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
<i>Produits constatés d'avance</i>	2 750		
<i>Subventions constatées d'avance</i>	954 528		

Les subventions constatées d'avance se décomposent comme suit :

Organisme - Projet	Montant HT
Pan3DP	271 499
ASCTN	180 188
JOINT PROMISE	502 841

3.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES			Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	-
	Autres immobilisations financières		60 837	-	60 837
DE L' ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		-	-	-
	Autres créances clients		56 033	56 033	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie*	Provisions pour dépréciation antérieurement	-	-	-
	Personnel et comptes rattachés		1 204	1 204	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	490 715	490 715	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	224 567	224 567	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
		Divers	435 802	435 802	-
	Groupe et associés		-	-	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		15 493	15 493	-
	Charges constatées d'avance		67 646	67 646	-
TOTAL			1 352 299	1 291 461	60 837
Prêts Accordés en cours d'exercice					-
Remboursements obtenus en cours d'exercice					-

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		1 021 458	17 058	1 004 400	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	2 079 472	1 000 929	938 542	140 000
Emprunts et dettes financières divers		24 421	19 500	4 921	-
Fournisseurs et comptes rattachés		1 253 029	1 253 029	-	-
Personnel et comptes rattachés		152 761	152 761	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		368 074	368 074	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	13 122	13 122	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 048	8 048	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		180 000	180 000	-	-
Groupe et associés		684	684	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		54 963	54 963	-	-
Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		957 278	957 278	-	-
TOTAL		6 113 310	4 025 447	1 947 863	140 000

Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 170 488
Emprunts remboursés en cours d'exercice	588 045
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	-

3.7 Compte de résultat

3.7.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	-	-	-
Production vendue :			
- Biens	-	-	-
- Services	218 396	2 900	221 296
Chiffre d'affaires net	218 396	2 900	221 296

3.7.2 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes sur l'exercice 2020 s'élèvent à 6 120 €.

4 Informations relatives à la fiscalité

4.1 Informations relatives au régime fiscal

La société est placée sous le régime de faveur des Jeunes Entreprises Innovantes.

4.2 Crédit d'impôt recherche

Un crédit d'impôt recherche de 491 K€ au titre des frais engagés en 2020 sur les projets de recherche et développement PKNC a été enregistré en diminution de l'impôt sur les sociétés sur l'exercice.

La société a obtenu des compléments de CIR au titre des années 2017 à 2019 à hauteur de 113 K€. Ces créances ont été enregistrées en diminution de l'impôt sur les sociétés sur l'exercice.

4.3 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

		Résultat courant	Résultat exceptionnel
Résultat avant impôts		-2 861 306	207 644
Impôt au taux de :	-	-	-
Crédit d'impôt recherche		604 184	-
Résultat après impôts		-2 257 122	207 644

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

5 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements relatifs aux obligations convertibles

L'assemblée générale extraordinaire du 18/10/2019 a délégué sa compétence au Président pour émettre un emprunt obligataire d'un montant total maximum de 800.000 €. Le Président agissant sur délégation de compétence qui lui a été consentie, a décidé d'émettre et attribuer 174 500 obligations convertibles (OCA 2019).

L'assemblée générale mixte du 28/09/2020 a délégué sa compétence au Président pour émettre un emprunt obligataire d'un montant total maximum de 5.000.000 €. Le Président agissant sur délégation de compétence qui lui a été consentie, a décidé d'émettre et attribuer 829 900 obligations convertibles (OCA2020).

5.1.1 Amortissement normal

OCA 2019

A moins que les obligations convertibles n'aient été préalablement partiellement ou totalement remboursées ou converties, l'amortissement normal des obligations convertibles s'effectuera en une unique échéance au 18 octobre 2024. A la date d'amortissement, la société versera aux porteurs des obligations non converties, le montant nominal des obligations converties augmenté des intérêts échus restant dus au titre des obligations convertibles non converties.

OCA 2020

A moins que les obligations convertibles n'aient été préalablement partiellement ou totalement remboursées ou converties, l'amortissement normal des obligations convertibles s'effectuera en une unique échéance au 04 mai 2022. A la date d'amortissement, la société versera aux porteurs des obligations non converties montant nominal des obligations converties augmenté :

- Des intérêts échus restant dus au titre des obligations convertibles non converties ;
- De la prime de non-conversion susvisée due à cette date.

5.1.2 Prime de non conversion

OCA 2019

Le contrat relatif aux obligations convertibles 2019 ne fait pas état d'une prime de non-conversion.

OCA 2020

Le remboursement de tout ou partie des obligations convertibles, qu'il intervienne à la date d'amortissement normal ou de façon anticipée, entraîne le versement, au profit des porteurs d'obligations convertibles, d'une prime de non-conversion. Cette prime étant payable à la date de leur remboursement. La prime de non-conversion pour les obligations convertibles s'élèvera à un montant calculé de telle sorte que le taux actuariel des obligations convertibles soit de 6 % par an sur la base du capital remboursé, du jour de son émission jusqu'à la date de remboursement effectif des obligations en question. L'entité n'a pas opté pour la comptabilisation et l'amortissement de la prime de non-conversion.

5.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine		198 121		198 121
Amortissements :				
- Cumuls exercices antérieurs				
- Dotations de l'exercice				
TOTAL				
Redevances payées :				
- Cumuls exercices antérieurs		77 779		77 779
- Exercice		31 321		31 321
TOTAL		109 100		109 100
Redevances restant à payer :				
- A 1 an au plus		54 470		54 470
- A plus d'1 an et 5 ans au plus		38 429		38 429
- A plus de 5 ans		-		-
TOTAL		92 899		92 899
Valeur résiduelle :				
- A 1 an au plus				
- A plus d'1 an et 5 ans au plus		1 589		1 589
- A plus de 5 ans				
TOTAL		2 089		2 089
Montant pris en charge dans l'exercice		58 556		58 556

5.3 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Cautionnements Emprunt Banque Populaire 462 K€	150 000	
Nantissement du fonds de commerce	200 000	

5.3.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité ne provisionne pas ses engagements suivants dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le régime correspondant est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte de la convention collective.

Le montant de notre engagement total correspondant s'élève à 91 K€ au 31/12/2020.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 62 ans ;
- Taux d'actualisation : 0,5 % ;
- Taux d'augmentation annuelle des salaires : 1 %.

6 Autres informations diverses

6.1 Effectif moyen

Effectif moyen annuel 2020 : 31

6.2 Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

6.3 Emission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

Il a été procédé, au cours de l'exercice 2015, à une émission de 750 BSPCE à titre gratuit, ouvrant droit à 750 actions ordinaires. Au 31/12/2019, 50 BSPCE sont devenus caducs.

En outre, il a été procédé, au cours de l'exercice 2016, à une émission de 2 170 BSPCE à titre gratuit, ouvrant droit à 2 170 actions ordinaires.

6.4 Tableau des flux de trésorerie

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	31/12/2020	31/12/2019
en €		
Résultat net	-2 049 479	-1 738 411
Amortissements et provisions	768 415	514 630
Plus values de cession		
Marge brute d'autofinancement	-1 281 064	-1 223 781
<i>Variation des créances clients</i>	<i>44 162</i>	<i>96 336</i>
<i>Variation des stocks</i>	<i>15 746</i>	<i>1 163</i>
<i>Variation des dettes fournisseurs (hors frs immo)</i>	<i>609 462</i>	<i>321 556</i>
<i>Variation des autres comptes</i>	<i>-472 034</i>	<i>569 758</i>
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-1 083 728	-234 968
<i>Acquisitions immobilisations incorporelles & corporelles</i>	<i>-1 028 681</i>	<i>-1 163 547</i>
<i>Variations des immobilisations financières brutes</i>	<i>-16 606</i>	<i>-722</i>
<i>Variation des fournisseurs d'immobilisations</i>	<i>180 000</i>	
<i>Produits de cession</i>		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-865 287	-1 164 269
<i>Dividendes versés aux actionnaires</i>		
<i>Variation des comptes courants</i>	<i>371</i>	<i>173</i>
<i>Variation du capital en numéraire</i>		
<i>Variation des Subventions</i>	<i>209 151</i>	<i>23 711</i>
<i>Variation des emprunts</i>	<i>1 768 288</i>	<i>742 865</i>
Flux net de trésorerie lié aux op. de financement	1 977 810	766 749
Variation de trésorerie	28 795	-632 488
Trésorerie à l'ouverture	300 335	932 823
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-1 083 728	-234 968
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-865 287	-1 164 269
Flux net de trésorerie lié aux op. de financement	1 977 810	766 749
Trésorerie nette à la clôture	329 130	300 335

POIETIS
Société par actions simplifiée
Au capital de 25.050 euros
Siège social : 27, Allée Charles Darwin, 33600 PESSAC
804 776 797 RCS BORDEAUX

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 30 JUIN 2021**

**Résolution d'affectation du résultat
de l'exercice clos le 31 décembre 2020**

.....
DEUXIEME RESOLUTION

A titre ordinaire

L'assemblée générale, décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 2.049.478 euros de la manière suivante :

Origine :

Résultat de l'exercice.....-2.049.478 euros

Report à nouveau :

Au compte « Report à nouveau », soit-2.049.478 euros

Totaux.....-2.049.478 euros.....-2.049.478 euros

L'assemblée générale, prend acte du fait qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

.....

Pour copie certifiée conforme,

Le Président

Monsieur Fabien GUILLEMOT





61 Quai de Paludate
33800 Bordeaux

POIETIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

POIETIS

Société par actions simplifiée au capital de 25 025 €
Siège social : 27 Allée Charles Darwin – 33600 PESSAC
RCS BORDEAUX : 804 776 797

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société POIETIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuel de l'exercice :

- Les notes 2.1.3 à 2.1.5 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux frais de développement et frais de développement en cours.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes ci-dessus de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Fait à Bordeaux, le 14 juin 2021

Mazars

Florence RANOUX

Comptes annuels



POIETIS

Actif			Exercice au 31/12/2020			Exercice précédent
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	au 31/12/2019
Capital souscrit non appelé						
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de développement	2 537 360	959 120	1 578 239	2 085 711
		Concessions, brevets et droits similaires	535 554	119 459	416 095	427 928
		Fonds commercial (1)				
		Autres immobilisations incorporelles				
		Immobilisations incorporelles en cours	1 304 354		1 304 354	408 772
	Immobilisations corporelles	Avances et acomptes				
		TOTAL	4 377 268	1 078 579	3 298 688	2 922 412
		Terrains				
		Constructions				
		Inst. techniques, mat. out. industriels	1 161 735	831 397	330 338	419 988
		Autres immobilisations corporelles	163 537	92 023	71 514	97 874
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Immobilisations en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	1 325 273	923 420	401 853	517 863
		Participations évaluées par équivalence				
		Autres participations				
		Créances rattachées à des participations				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Titres immob. de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières		60 837		60 837	44 230	
TOTAL		60 837		60 837	44 230	
Total de l'actif immobilisé		5 763 379	2 002 000	3 761 379	3 484 506	
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements	63 593		63 593	79 339
		En cours de production de biens				
		En cours de production de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
	Créances ⁽³⁾	TOTAL	63 593		63 593	79 339
		Avances et acomptes versés sur commandes				
		TOTAL				
	Divers	Clients et comptes rattachés	56 033		56 033	100 195
		Autres créances	1 167 781		1 167 781	483 395
Capital souscrit et appelé, non versé						
TOTAL		1 223 815		1 223 815	583 590	
Divers	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)					
	Instruments de trésorerie					
	Disponibilités	329 129		329 129	300 336	
	TOTAL	329 129		329 129	300 336	
Charges constatées d'avance		67 646		67 646	78 190	
Total de l'actif circulant		1 684 184		1 684 184	1 041 456	
Frais d'émission d'emprunts à étaler						
Primes de remboursement des emprunts						
Écarts de conversion actif						
TOTAL DE L'ACTIF		7 447 563	2 002 000	5 445 563	4 525 962	
Renvois :						
(1) Dont droit au bail						
(2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières						
(3) Dont créances à plus d'un an (brut)						
Clause de réserve de propriété		Immobilisations	Stocks	Créances clients		

POIETIS

Passif		Au 31/12/2020	Exercice précédent
Capitaux propres	Capital (dont versé : 25 025)	25 025	25 025
	Primes d'émission, de fusion, d'apport		3 867 472
	Ecarts de réévaluation		
	Ecarts d'équivalence		
	Réserves		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	-540 049	-2 669 111
Aut. fonds propres	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	-2 049 478	-1 738 410
	Situation nette avant répartition	-2 564 503	-515 024
	Subvention d'investissement	1 008 360	799 209
	Provisions réglementées		
Total		-1 556 142	284 185
Aut. fonds propres	Titres participatifs		
	Avances conditionnées	888 395	721 600
Total		888 395	721 600
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total			
Dettes	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles	1 021 458	174 500
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	2 079 471	955 296
	Emprunts et dettes financières divers (3)	25 104	394 374
	Total	3 126 034	1 524 171
	Avances et acomptes reçus sur commandes (1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 253 028	643 567
	Dettes fiscales et sociales	542 005	402 978
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	180 000	
Autres dettes	Autres dettes	54 963	340 000
	Instruments de trésorerie		
Total		2 029 997	1 386 546
Produits constatés d'avance		957 277	609 460
Total des dettes et des produits constatés d'avance		6 113 310	3 520 177
Écarts de conversion passif			
TOTAL DU PASSIF		5 445 563	4 525 962
	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier	92 899	
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance, sauf (1), à plus d'un an	2 087 863	911 998
	à moins d'un an	4 025 447	2 608 179
	Renvois : (2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) dont emprunts participatifs		24 420	34 061

POIETIS

Périodes 01/01/2019 31/12/2019 Durées 12 mois
01/01/2020 31/12/2020 12 mois

		France	Exportation	Total	Exercice précédent
Produits d'exploitation (1)	Ventes de marchandises				35
	Production vendue : - Biens				2 064
	- Services	218 396	2 900	221 296	307 662
	Chiffre d'affaires net	218 396	2 900	221 296	309 761
	Production stockée			895 582	1 054 830
	production immobilisée				
	Produits nets partiels sur opérations à long terme			198 773	96 726
	Subventions d'exploitation			35 435	41 126
Charges d'exploitation (2)	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				744
	Autres produits				
	Total			1 351 086	1 503 189
	Marchandises			385	
	Achats				
	Variation de stocks				
	Matières premières et autres approvisionnements			70 202	149 534
	Achats			15 745	1 163
Produits financiers	Variation de stocks			1 194 083	1 012 976
	Autres achats et charges externes (3)			28 544	18 950
	Impôts, taxes et versements assimilés			1 332 169	1 344 330
	Salaires et traitements			310 800	288 917
	Charges sociales			768 414	514 630
	Dotations d'exploitation				
	• sur immobilisations				
	• sur actif circulant				
Charges financières	• pour risques et charges				
	amortissements				
	provisions				
	Autres charges			434 775	136 389
	Total			4 155 121	3 466 893
	Résultat d'exploitation		A	-2 804 035	-1 963 703
	Opér. commun				
	Bénéfice attribué ou perte transférée		B		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		C		
Charges financières	Produits financiers de participations (4)				
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4)				
	Autres intérêts et produits assimilés (4)			-854	1 361
	Reprises sur provisions, transferts de charges				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			-854	1 361
	Dotations financières aux amortissements et provisions				
Charges financières	Intérêts et charges assimilées (5)			56 416	27 358
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total			56 416	27 358
	Résultat financier		D	-57 270	-25 997
	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (± A ± B - C ± D)		E	-2 861 306	-1 989 701

POIETIS

Périodes 01/01/2019 31/12/2019 Durées 12 mois
01/01/2020 31/12/2020 12 mois

		Total	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	207 643	154 165
	Reprises sur provisions et transferts de charge		
	Total	207 643	154 165
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		2 650
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total		2 650
Résultat exceptionnel		F	
		207 643	151 515
Participation des salariés aux résultats		G	
Impôt sur les bénéfices		H	
		-604 184	-99 775
BÉNÉFICE OU PERTE (± E ± F - G - H)		-2 049 478	-1 738 410
Renvois			
(1) Dont	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
	incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(2) Dont	charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
	incidence après impôt des corrections d'erreurs		
(3) Y compris	- redevances de crédit-bail mobilier		
	- redevances de crédit-bail immobilier	60 568	56 316
(4) Dont	produits concernant les entités liées		
(5) Dont	intérêts concernant les entités liées		

Annexe



SAS POIETIS

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2020

Table des matières

1	Faits caractéristiques de l'exercice et événements postérieurs	3
1.1	Événements principaux	3
1.2	Faits postérieurs à l'exercice	3
2	Principes, règles et méthodes comptables	4
2.1	Actif immobilisé	4
2.2	Stocks	5
2.3	Subventions d'investissements	6
2.4	Subventions d'exploitation	6
3	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	7
3.1	État de l'actif immobilisé (brut)	7
3.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
3.2.1	Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.	9
3.3	Actif circulant	9
3.3.1	État des stocks	9
3.3.2	Produits à recevoir	10
3.3.3	Charges constatées d'avance	10
3.4	Capitaux propres	10
3.4.1	Variation des capitaux propres	10
3.4.2	Subventions d'investissement	11
3.5	Passifs et provisions	11
3.5.1	Charges à payer	11
3.5.2	Produits constatés d'avance	12
3.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	13
3.7	Compte de résultat	15
3.7.1	Ventilation du chiffre d'affaires	15
3.7.2	Honoraires du commissaire aux comptes	15
4	Informations relatives à la fiscalité	16
4.1	Informations relatives au régime fiscal	16
4.2	Crédit d'impôt recherche	16
4.3	Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	16
5	Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	17
5.1	Engagements relatifs aux obligations convertibles	17
5.1.1	Amortissement normal	17
5.1.2	Prime de non conversion	17
5.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	18
5.3	Engagements financiers donnés et reçus	19
5.3.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	19

6	Autres informations diverses	20
6.1	Effectif moyen	20
6.2	Rémunération des dirigeants	20
6.3	Emission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)	20
6.4	Tableau des flux de trésorerie	21

1 Faits caractéristiques de l'exercice et évènements postérieurs

1.1 Evénements principaux

L'année 2020 a été marquée par le développement d'une crise sanitaire mondiale sans précédent, issue de la pandémie liée au virus « Covid-19 ».

La promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constitue un évènement majeur. La société a été contrainte de cesser partiellement son activité pendant le premier confinement.

Dans ce contexte, elle a mis en œuvre les différentes mesures mises à disposition sur le plan réglementaire et financier afin de poursuivre son activité.

Elle a notamment bénéficié :

- du déblocage de prêts garantis par l'Etat à hauteur de 750 000 € ;
- de l'aide d'urgence débloquée par la Région pour 100 000 € ;
- du dispositif d'activité partielle mis en place dès la mi-mars ;
- du report d'échéances sociales, d'emprunt, de crédits-bails et de loyers immobiliers.

Eu égard aux mesures prises et à la poursuite de l'activité durant la période de confinement, l'entreprise estime que cette période a pu être traversée sans affecter de façon significative la structure financière et sans remettre en cause la poursuite de son exploitation. Par ailleurs, la société prévoit une levée de fonds d'ici la fin de l'année 2021. Dans ces conditions, le prévisionnel de trésorerie de la société montre que la poursuite de son activité n'est pas remise en cause.

1.2 Faits postérieurs à l'exercice

Sur décision de l'assemblée générale du 29 mars 2021, la société a émis un emprunt obligataire de 1 096 K€ par la création de 261 OBSA.

Le 1^{er} avril 2021, le Président, sur délégation de compétences accordée par l'assemblée générale du 28 septembre 2020, a procédé à l'émission de 2 500 OCA2020 soit un montant total de 250 000 €.

2 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.1 Actif immobilisé

2.1.1 Immobilisations Incorporelles et corporelles

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

2.1.2 Immobilisations incorporelles - Brevets

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des brevets est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les brevets acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les brevets développés par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production incluant principalement les frais de dépôt jusqu'à la date de délivrance. Au-delà de celle-ci, les frais de maintenance sont inscrits en charges de l'exercice.

2.1.3 Frais de développement

Conformément à la méthode de référence, sont inscrits à l'actif les frais de développement qui se rapportent à des projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale, et qui respectent les critères suivants :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- L'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- La capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La capacité de l'immobilisation incorporelle à générer des avantages économiques futurs probables ;

- La disponibilité de ressources techniques et financières appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- La capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

2.1.4 Modes et durées d'amortissements

Les modes et durées d'amortissements se présentent comme suit.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Frais de développement	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	1 an
Brevets	Linéaire	5 à 20 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 ans
Installations générales	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 ans

2.1.5 Dépréciations de l'actif immobilisé

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement ;
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles.

Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

2.2 Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient correspondant au prix d'achat et aux frais accessoires d'achat.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Méthode de dépréciation utilisée : une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur de réalisation, déduction faite des frais proportionnels de vente, est inférieure à la valeur brute déterminée.

2.3 Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement sont enregistrées dans les capitaux propres au compte 131800. La subvention est ainsi comptabilisée au débit du compte 441 ou d'un compte financier par le crédit du compte 131.

L'entreprise ayant choisi d'échelonner sur plusieurs exercices une subvention finançant une immobilisation amortissable, la reprise de la subvention d'investissement s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise ou créée au moyen de la subvention.

2.4 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées dès qu'elles sont octroyées. Elles sont enregistrées au crédit du compte 74 « Subventions d'exploitation » par le débit du compte de tiers ou de trésorerie intéressé. Celles-ci sont ensuite neutralisées (tout au partie) en « Produits constatés d'avance » pour être reconnues à fonction du pourcentage de financement des dépenses réellement engagées.

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorporelles	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	2 537 360	-	-	2 537 360
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	929 857	910 052	-	1 839 909
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencts et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 043 107	118 629	-	1 161 736
	Installations générales, agencements, aménagements divers	85 355	-	-	85 355
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	78 183	-	-	78 183
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
TOTAL III		1 206 644	118 629	-	1 325 274
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	44 231	20 734	4 128	60 837
TOTAL IV		44 231	20 734	4 128	60 837
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		4 718 092	1 049 416	4 128	5 763 379

3.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		451 649	507 472	-	959 121
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL II		93 156	26 303	-	119 459
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. Générales, agencements et aménagements des constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage industriels		623 118	208 279	-	831 397
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	15 226	8 693	-	23 919
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	50 436	17 668	-	68 104
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
TOTAL III		688 781	234 639	-	923 420
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III)		1 233 585	768 415	-	2 002 000

3.2.1 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé.

3.2.1.1 Frais de développement

Projets faisant l'objet de frais de développement	Montant à l'origine	Amortissement	Date de début d'amortissement	Valeur comptable nette au 31/12/2020
Frais de développement divers projets	2 537 360 €	5 ans	01/01/2018	1 578 239 €

3.2.1.2 Frais de développement en cours

Les frais de développement inscrits à l'actif se présentent comme suit :

Projets	Coûts au 1/1/2020	Coûts engagés en 2020	Total 31/12/2020
Frais de développement en cours	408 772 €	895 582 €	1 304 354 €

3.3 Actif circulant

3.3.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	63 593		63 593
TOTAL	63 593		63 593

3.3.2 Produits à recevoir

Libellés	Montant
INTÉRÊTS COURUS	
Immobilisations financières	-
Clients	-
Associés	-
Valeurs mobilières de placements	-
AUTRES PRODUITS	
Factures à établir	10 500
Personnel	-
Sécurité sociale	-
Etat	113 469
TOTAL	123 969

3.3.3 Charges constatées d'avance

Nature	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Charges constatées d'avance	67 646		

3.4 Capitaux propres

3.4.1 Variation des capitaux propres

Libellés	N-1	+	-	N
Capital	25 025	-	-	25 025
Réserves, primes et écarts	3 867 473	-	3 867 473	0
Report à nouveau	-2 669 112	3 867 473	1 738 410	- 540 049
Résultat	-1 738 410	- 2 049 478	- 1 738 410	- 2 049 478
Subventions d'investissement	799 209	209 151		1 008 360
Provisions réglementées	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	284 185	2 027 146	3 867 473	- 1 556 142

3.4.2 Subventions d'investissement

Organisme	Projets subventionnés	Montant	Amortissement		
			Mode	Date de début	Durée
ANR (APHP)	Recherche Hospitalo-Universitaire Projet iLite	275 775	Linéaire	01/01/2018	5 ans
BPI France	Concours Mondial de l'Innovation phase 2 Projet Ibioprint	888 395	Linéaire	01/01/2018	5 ans
BPI France	Programme d'Investissement d'Avenri Projet PBT	250 000	Linéaire	NA	5 ans

3.5 Passifs et provisions

3.5.1 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	63 780
Charges sociales provisionnées	14 649
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	19 647
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	371
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	789 262
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	88 861
Autres charges sociales	29 460
Autres charges fiscales	2 431
Divers	-
TOTAL	1 008 461

3.5.2 Produits constatés d'avance

Libellé	Montants		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
<i>Produits constatés d'avance</i>	2 750		
<i>Subventions constatées d'avance</i>	954 528		

Les subventions constatées d'avance se décomposent comme suit :

Organisme - Projet	Montant HT
Pan3DP	271 499
ASCTN	180 188
JOINT PROMISE	502 841

3.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES			Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	-
	Autres immobilisations financières		60 837	-	60 837
DE L' ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		-	-	-
	Autres créances clients		56 033	56 033	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie*	Provisions pour dépréciation antérieurement	-	-	-
	Personnel et comptes rattachés		1 204	1 204	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		-	-	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	490 715	490 715	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	224 567	224 567	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
		Divers	435 802	435 802	-
	Groupe et associés		-	-	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		15 493	15 493	-
	Charges constatées d'avance		67 646	67 646	-
	TOTAL		1 352 299	1 291 461	60 837
Prêts Accordés en cours d'exercice					-
Remboursements obtenus en cours d'exercice					-

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		1 021 458	17 058	1 004 400	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	2 079 472	1 000 929	938 542	140 000
Emprunts et dettes financières divers		24 421	19 500	4 921	-
Fournisseurs et comptes rattachés		1 253 029	1 253 029	-	-
Personnel et comptes rattachés		152 761	152 761	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		368 074	368 074	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	13 122	13 122	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et assimilés	8 048	8 048	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		180 000	180 000	-	-
Groupe et associés		684	684	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		54 963	54 963	-	-
Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		957 278	957 278	-	-
TOTAL		6 113 310	4 025 447	1 947 863	140 000

Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 170 488
Emprunts remboursés en cours d'exercice	588 045
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	-

3.7 Compte de résultat

3.7.1 Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Export et communautaire	Total
Ventes marchandises	-	-	-
Production vendue :			
- Biens	-	-	-
- Services	218 396	2 900	221 296
Chiffre d'affaires net	218 396	2 900	221 296

3.7.2 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes sur l'exercice 2020 s'élèvent à 6 120 €.

4 Informations relatives à la fiscalité

4.1 Informations relatives au régime fiscal

La société est placée sous le régime de faveur des Jeunes Entreprises Innovantes.

4.2 Crédit d'impôt recherche

Un crédit d'impôt recherche de 491 K€ au titre des frais engagés en 2020 sur les projets de recherche et développement PKNC a été enregistré en diminution de l'impôt sur les sociétés sur l'exercice.

La société a obtenu des compléments de CIR au titre des années 2017 à 2019 à hauteur de 113 K€. Ces créances ont été enregistrées en diminution de l'impôt sur les sociétés sur l'exercice.

4.3 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

		Résultat courant	Résultat exceptionnel
Résultat avant impôts		-2 861 306	207 644
Impôt au taux de :	-	-	-
Crédit d'impôt recherche		604 184	-
Résultat après impôts		-2 257 122	207 644

Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

5 Informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

5.1 Engagements relatifs aux obligations convertibles

L'assemblée générale extraordinaire du 18/10/2019 a délégué sa compétence au Président pour émettre un emprunt obligataire d'un montant total maximum de 800.000 €. Le Président agissant sur délégation de compétence qui lui a été consentie, a décidé d'émettre et attribuer 174 500 obligations convertibles (OCA 2019).

L'assemblée générale mixte du 28/09/2020 a délégué sa compétence au Président pour émettre un emprunt obligataire d'un montant total maximum de 5.000.000 €. Le Président agissant sur délégation de compétence qui lui a été consentie, a décidé d'émettre et attribuer 829 900 obligations convertibles (OCA2020).

5.1.1 Amortissement normal

OCA 2019

A moins que les obligations convertibles n'aient été préalablement partiellement ou totalement remboursées ou converties, l'amortissement normal des obligations convertibles s'effectuera en une unique échéance au 18 octobre 2024. A la date d'amortissement, la société versera aux porteurs des obligations non converties, le montant nominal des obligations converties augmenté des intérêts échus restant dus au titre des obligations convertibles non converties.

OCA 2020

A moins que les obligations convertibles n'aient été préalablement partiellement ou totalement remboursées ou converties, l'amortissement normal des obligations convertibles s'effectuera en une unique échéance au 04 mai 2022. A la date d'amortissement, la société versera aux porteurs des obligations non converties montant nominal des obligations converties augmenté :

- Des intérêts échus restant dus au titre des obligations convertibles non converties ;
- De la prime de non-conversion susvisée due à cette date.

5.1.2 Prime de non conversion

OCA 2019

Le contrat relatif aux obligations convertibles 2019 ne fait pas état d'une prime de non-conversion.

OCA 2020

Le remboursement de tout ou partie des obligations convertibles, qu'il intervienne à la date d'amortissement normal ou de façon anticipée, entraîne le versement, au profit des porteurs d'obligations convertibles, d'une prime de non-conversion. Cette prime étant payable à la date de leur remboursement. La prime de non-conversion pour les obligations convertibles s'élèvera à un montant calculé de telle sorte que le taux actuariel des obligations convertibles soit de 6 % par an sur la base du capital remboursé, du jour de son émission jusqu'à la date de remboursement effectif des obligations en question. L'entité n'a pas opté pour la comptabilisation et l'amortissement de la prime de non-conversion.

5.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

	Constructions	Installations matériels outillages	Autres	Total
Valeur d'origine		198 121		198 121
Amortissements :				
- Cumuls exercices antérieurs				
- Dotations de l'exercice				
TOTAL				
Redevances payées :				
- Cumuls exercices antérieurs		77 779		77 779
- Exercice		31 321		31 321
TOTAL		109 100		109 100
Redevances restant à payer :				
- A 1 an au plus		54 470		54 470
- A plus d'1 an et 5 ans au plus		38 429		38 429
- A plus de 5 ans		-		-
TOTAL		92 899		92 899
Valeur résiduelle :				
- A 1 an au plus				
- A plus d'1 an et 5 ans au plus		1 589		1 589
- A plus de 5 ans				
TOTAL		2 089		2 089
Montant pris en charge dans l'exercice		58 556		58 556

5.3 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Cautionnements Emprunt Banque Populaire 462 K€	150 000	
<i>Nantissement du fonds de commerce</i>	<i>200 000</i>	

5.3.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité ne provisionne pas ses engagements suivants dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le régime correspondant est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte de la convention collective.

Le montant de notre engagement total correspondant s'élève à 91 K€ au 31/12/2020.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 62 ans ;
- Taux d'actualisation : 0,5 % ;
- Taux d'augmentation annuelle des salaires : 1 %.

-

6 Autres informations diverses

6.1 Effectif moyen

Effectif moyen annuel 2020 : 31

6.2 Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

6.3 Emission de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE)

Il a été procédé, au cours de l'exercice 2015, à une émission de 750 BSPCE à titre gratuit, ouvrant droit à 750 actions ordinaires. Au 31/12/2019, 50 BSPCE sont devenus caducs.

En outre, il a été procédé, au cours de l'exercice 2016, à une émission de 2 170 BSPCE à titre gratuit, ouvrant droit à 2 170 actions ordinaires.

6.4 Tableau des flux de trésorerie

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	31/12/2020	31/12/2019
en €		
Résultat net	-2 049 479	-1 738 411
Amortissements et provisions	768 415	514 630
Plus values de cession		
Marge brute d'autofinancement	-1 281 064	-1 223 781
<i>Variation des créances clients</i>	44 162	96 336
<i>Variation des stocks</i>	15 746	1 163
<i>Variation des dettes fournisseurs (hors frs immo)</i>	609 462	321 556
<i>Variation des autres comptes</i>	-472 034	569 758
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-1 083 728	-234 968
<i>Acquisitions immobilisations incorporelles & corporelles</i>	-1 028 681	-1 163 547
<i>Variations des immobilisations financières brutes</i>	-16 606	-722
<i>Variation des fournisseurs d'immobilisations</i>	180 000	
<i>Produits de cession</i>		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-865 287	-1 164 269
<i>Dividendes versés aux actionnaires</i>		
<i>Variation des comptes courants</i>	371	173
<i>Variation du capital en numéraire</i>		
<i>Variation des Subventions</i>	209 151	23 711
<i>Variation des emprunts</i>	1 768 288	742 865
Flux net de trésorerie lié aux op. de financement	1 977 810	766 749
Variation de trésorerie	28 795	-632 488
Trésorerie à l'ouverture	300 335	932 823
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-1 083 728	-234 968
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	-865 287	-1 164 269
Flux net de trésorerie lié aux op. de financement	1 977 810	766 749
Trésorerie nette à la clôture	329 130	300 335